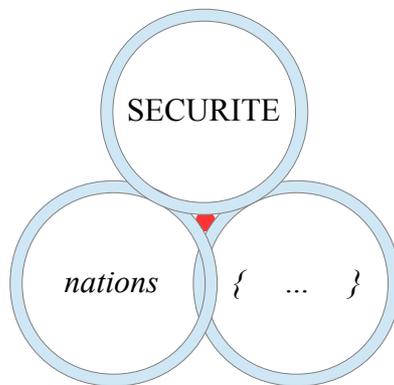


{ CHN , FRA , GBR , RUS , USA }



note

Convention-Cadre,  
Proposition de Résolution,  
Modèle de Constitution,  
Traité,  
Dire,  
blok Constitutionnel,  
Modèles de Marché de Population  
et d'autres documents ont été versé à la *Liste* du Conseil de Sécurité.

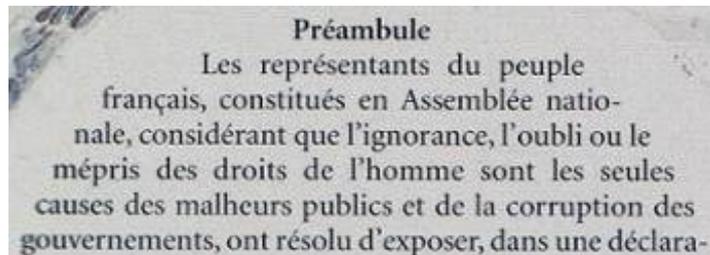
Monsieur *António* Guterres accueillera votre Avis.  
>Il vous remettra une Liste de 4 à 5 chiffres à vérifier.  
>Il lui a été demandé de s'assurer que les Chefs d'Etat marquent aussi leur intérêt à leur CEMA.

La Gouvernance sera le premier « dossier » traité avec le Chef de l'Etat français.  
Sur le Mois de travail, des annonces seront produites tous les 2~4Jrs, jusque fin-de-Mois,  
à l'Europe, pour jack-à-brancher, multi-nationalement. blok EURASIE *extended all time*.

NATION  
art. 5

« Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans *Les Nations*. »

GOUVERNANCE



Préambule  
Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclara-

« la situation socio-politique et économique du pays,  
les dysfonctionnements des institutions républicaines,  
l'instrumentalisation de la Justice,  
le piétinement des droits des citoyens,  
l'irrespect des principes démocratiques,  
la politisation à outrance de l'administration publique,  
la gabegie financière,  
la pauvreté et la corruption endémique, »

« Il Faut que *Les Populations* participent à la solution de *Leurs problèmes*. » *António* Guterres

C'est aux institutions existantes à s'adapter. Pour ce, *en-Ordre Populi*, *populations* ont a apporter à députation une Loi-Paysage. Disruption{T}. *AbSOLus* et *Légalus* seront projetés en suivant.

RAPPEL :

Que Représentation des peuples ne souhaitant pas s'en saisir pourra se voir être exposée à ses ires.

<http://www.societestrategie.fr/sinocle-26-mai-2021-une-modernisation-sans-modernite/>

### **La question de la technique en Chine, Yuk Hui**

La sonde martienne Tianwen nous envoie des vidéos d'Utopia Planitia, vaste plaine de l'hémisphère nord de Mars. La CNOOC vient d'achever la construction de la plus grande plateforme de production pétrolière du pays en Mer de Chine méridionale. Et Yuan Longping, l'inventeur du riz hybride, est mort cette semaine à 91 ans. Ces trois remarquables réalisations de la technoscience chinoise encore inimaginables il y a vingt ans sont l'occasion de mieux comprendre la question de la technique en Chine.

Yuk Hui y apporte aujourd'hui sa contribution. Juré du prix du Berggruen Institute de Los Angeles, il a étudié l'informatique à Hongkong et la philosophie au Goldsmiths College de Londres et publié en anglais *The Question Concerning Technology in China. An Essay in Cosmotechnics* dont la traduction française vient de sortir sous le titre *La question de la technique en Chine*.

La boussole, le papier, la poudre à canon passent traditionnellement pour les grandes inventions chinoises. On y ajoute couramment le compas, le gouvernail de poupe, le papier monnaie, le cerf-volant, l'abaque, la brouette et l'ombrelle. Au regard de l'importance de ces inventions et de l'impact social et économique des ruptures technologiques dont elle a fait preuve dans son histoire, la Chine aurait pu devenir moderne bien avant l'Europe. Ce ne fut pas le cas.

La deuxième puissance du monde a réussi le tour de force de devenir une très grande puissance technologique sans jamais avoir pensé la technique. Sans réunir les conditions intellectuelles qui en Europe ont rendu possible la révolution scientifique et technologique, la Chine s'est modernisée sans modernité.

Que lui a-t-il donc manqué pour qu'elle invente la science et la technologie qui ont fait la modernité de l'Europe ? Un récit mythologique fondateur, la séparation des deux ordres de la nature et de la culture, l'invention de la géométrie, le cogito cartésien et l'obsession de la causalité, sans doute aussi une géographie plus complexe : voilà quelques-unes des pistes de l'enquête de Yuk Hui.

Commençons par le récit mythologique. Eschyle prête à Prométhée l'invention de « toutes les *technai* que possèdent les mortels, à commencer par l'arithmétique et l'écriture, mémoire de toute chose, labeur qui enfante les arts ».

La tradition chinoise nomme Shennong le dieu qui apporte l'agriculture, le feu, les plantes médicinales. Mais contrairement à l'héroïsme tragique de Prométhée qui vole le feu aux dieux pour le donner aux hommes, si Shennong invente l'araire, la houe, la cuisine et la cithare, ce n'est pas contre les dieux, pour les déposséder ou rééquilibrer un rapport de forces plus favorable aux hommes, c'est pour que les dix mille êtres prospèrent et vivent en bonne intelligence avec le ciel et la terre. Faute de rivalité mimétique entre les dieux et les hommes, ces derniers ne se sentent pas tenus de cultiver leur singularité en développant leur rationalité critique, scientifique et technologique.

La deuxième piste est philosophique. Dans *La science chinoise et l'Occident* J. Needham notait : « La philosophie chinoise est un matérialisme organique. La pensée chinoise n'a jamais développé de vision mécaniste du monde car c'est la perspective organiciste selon laquelle chaque phénomène est lié à tous les autres selon un ordre hiérarchique qui a prévalu chez les penseurs chinois ». Et dans un dialogue avec le sinologue Gernet l'helléniste Vernant rappelait que la culture chinoise, contrairement à la grecque, est une culture sans coupure entre les règnes, les ordres et les catégories : pas de coupure entre les dieux et les hommes, les éternels et les mortels, le visible et l'invisible, le permanent et le changeant, le pur et le mélangé, l'incertain et le certain. Rien de cette inquiétude occidentale de l'homme séparé qui doit réparer sa condition, transformer la nature, se grandir et s'inventer par le travail, la science et la technique.

La troisième piste est méthodologique. Einstein notait que si la science occidentale avait pu se développer c'était grâce aux deux réalisations de base que furent l'invention du système logico-formel par la géométrie euclidienne des philosophes grecs et par la découverte, à la Renaissance, qu'il est possible de trouver des

relations causales par une expérience systématique. Or la Chine n'a pas pensé la géométrie qui objective l'espace et spatialise le temps et là où la science occidentale depuis Descartes analyse, divise, sépare, mesure, la pensée chinoise organise **des correspondances et des résonances, pensant plus les relations que les substances, traquant plus la corrélation que la causalité.**

La quatrième piste pourrait bien être géographique. C'est la féconde hypothèse de Jared Diamond dans *De l'inégalité parmi les sociétés* qui explique que la vaste plaine chinoise et ses deux grandes vallées fluviales furent propices à la concentration du pouvoir sous la forme d'un Etat centralisé, rendant par là impossible la compétition interne entre les différentes régions de l'empire. La technique n'a rien d'universel, son émergence dépend toujours d'une culture, d'une cosmologie, d'une morale. Ce que Yuk Hui appelle la cosmotechnique. La cosmotechnique chinoise a rendu impossible l'émergence de la modernité à l'occidentale. C'est ainsi que la Chine s'est modernisée sans modernité. Et par rivalité mimétique avec l'Occident.

Depuis l'humiliation de la colonisation occidentale après les guerres de l'opium de 1840 et 1860 qu'il a souvent imputée à la supériorité technologique européenne, le pouvoir chinois cherche à rattraper son retard technologique pour revenir dans la course mondiale. C'est aujourd'hui chose faite. **Cette puissance technologique construite frénétiquement est-elle encore conciliable avec les fondamentaux de la culture chinoise ?** Saura-t-elle relever les défis de l'Anthropocène sans s'aligner sur le modèle du capitalisme prédateur qui est devenu, selon les termes de Yuk Hui, « la cosmotechnique contemporaine qui domine la planète » ? L'avenir de la Chine dépend en grande partie de la réponse à la première question, l'avenir du monde de la réponse à la deuxième.

*La Grande Etude*, un classique confucéen, recommande les principes directeurs suivants qui font l'honneur de l'homme :

**scruter la nature des choses,  
développer ses connaissances,  
parfaire sa volonté,  
régler les mouvements du cœur,  
se perfectionner soi-même,  
bien gouverner les Etats,  
jouir de la paix dans tout l'empire.**

des objets, des relations  
connaître les limites de ses compétences  
Acte = suite d'actions. Volonté = pugnacité  
[ΔT]  
être  
un haut, un bas

Puisse la nouvelle raison technologique chinoise être fidèle à ce programme.

~o~

**Raison** Technologique est : PRODUIRE ... , de +en+ , sur Terre ... , finie buz!

### **Faute de réunir les conditions intellectuelles**

**Raison**-chinoise telle perçue en Occident est un État-de-Synthèse, là où l'Europe se cyclopise à chercher une Unité, se construire un Dieu, son Veau-d'ÔR, sa bête<sup>1</sup>. Les croyances, la compétition, les intérêts particuliers de quelqu'uns, faire-valoir et arrogance y sont pour beaucoup.

Le Temps des Lumières a échoué à former une *Connaissance*. « Fautif » de n'avoir cassé Le-Code, ils abattirent l'*Arbre* pour se saisir de ses 2 premières branches : Bien|Mal, et installer *Droit*, dessus.

Chinois firent mieux que ça, en restant simple : 4 Éléments, primaires, de bases, pour Construire une **Raison**.

« Avec I, tu ne fais Rien ». A chercher l'Être Unité, ils ne font que toujours sucer l'Être pouce.

L'Europe est toujours impérialiste car ne sachant quoi faire d'autres, par hommes trop loin de l'Homme : L' *Usage*, pour L' *Emploi*, en masse. Ils ont perdu de vue La Destinée des *hommes* :

SE NOURRIR

La *propriété*, portée jusqu'en l'Être absolu, a fait le reste, pour plus grand plaisir des banques.

1 *La Monnaie + Puissance*

**La tradition chinoise nomme Shennong le dieu qui apporte l'agriculture, le feu, les plantes médicinales.**

Shennong est une Synthèse, là où mythologie occidentale te montre pléthore d'acteur, chacun travaillant « pour sa gueule » dans le velours de l'Éurs Tour-de-monnaies, multi-langue, multi-pass.

L'Homme a des nécessités à assurer : Alimentation, Toit, Chaleur, Santé, en particulier.

Son moteur est *La Chaleur*, dévoyée en Energie pour Puissance, Force.

Schémas de synthèse : Espace+Temps=Vitesse, Poids+Charge=Force, SOL+ENTRETIEN=DURER

La Chaleur l'Éur sert à fondre Métal, pour Rail. Celui-ci permet de déplacer d'importante quantité de matière, à ainsi éradiquer famines. Cette révolution fut râtée, car Le Rail fut considéré comme objet-(à produire, pour être vendu, générer bénéfices) et pas comme Outil, à composer Raison multiples portées par autant d'objet dérivés de sa Masse. Ce raté vient tout droit de l'entre-mains Science-Finance-Technique. Cette triade est *entre-tendue* par brevet. Les procédés est le pont sur lequel se tient Finance, pour Exploitation .

Vendre nécessite un Volume. Compétition provoque tension sur coûts. Innovations génèrent besoin de nouveaux financements « pour rester dans la course », perpétuellement, jusqu'à épuisement de toutes ressources. Les discours innovating-climato-Planet-greât-Âgain éludent splendidement toutes questions de pérennité dans les investissements, à par pour eux-mêmes, pour entretenir alimentation de *La Source* : banque centrale, à nourrir Industrialo, pour toujours Volume, beaucoup.

**un rapport de forces plus favorable aux hommes**

Shennong porte de quoi couvrir *Les nécessités* des hommes ; par Sagesse, Assurer le minimum .

La Répartition de ses Richesses n'étaient pas homogènes, certaines terres plus fertiles, d'autres - .

Manquait donc de quoi déplacer grandes quantités de matières, pour éviter famines. MOBILITES .

Ce n'était pas un rapport de forces qu'il y avait à construire, mais de déplacements .

FORCE x DEPLACEMENT = TRAVAIL = PUISSANCE / TEMPS

FORCE x VITESSE = ( TRAVAIL / TEMPS )[€]

kg.m.s<sup>-2</sup> . m.s<sup>-1</sup> = kg.m<sup>2</sup>/s<sup>3</sup> = Képler<ESPACE ↔ TEMPS> = kg/m . v . m<sup>3</sup>/s<sup>2</sup>

Un rapport *a*-dimensionnalise.

**Faute de rivalité mimétique**

Les Dieux, personnification de La Force, pour VAINCRE.

Les gueux, personnification de l' ENTRETIEN, pour DURER.

Tu choises.

Les Dieux mythologiques sont astreints à CONQUERIR toujours nouveaux ESPACES, par Commerce, pour *petitbouts-de-papier-monnaie*. Le Commerce s'est développé, a investi MONDE, il y a bien plus de 2000Ans. A l'époque, la finitude de *La Terre* n'était pas vue par l'Éur modèle, et aujourd'hui pas plus. Ce modèle de *Marché* est suranné. Il exploite des ressources en se contre-foutant de leur finitude, d'où The-buz!, chronique, systémique.

Les guerres ne font qu'ajouter *contraintes* à un Monde réduisant ses *capacités*, et *taxes*, et *sanctions*.

**Cette puissance technologique construite frénétiquement est-elle encore conciliable avec les fondamentaux de la culture chinoise ?**

L'ouverture à l'Occident pratiquée depuis peu, l'a était après mures études des pratiques de l'Ouest.

Cet ouverture a été maîtrisée, là où l'Occident va « au plus vite », se battre, ingérer, spolier, polluer.

Le modèle Economique est sous-tendu par celui du *commerce*-Echanges, de même infini ... buz.

La pollution va avec Le capitalisme. L'érosion du pouvoir d'achat va avec Le Capitalisme.

La destruction des ressources par *amalgame*-Synthèse, non-recyclables, va avec Le Capitalisme.

La Propriété est son absolu. L'usus est Le PRENDRE. L'abus est Le RENDRE:RIEN

La science a une approche *intermédiaire* des phénomènes, cause-< ? >-effets, comme :

INVESTIR - < Science-Finance-Technique > - VENDRE -< valeur >- ACHETER ← individus



banques



offre/demande



Le 8 décembre 2021,

O.CHN

Monsieur Le Président de la république populaire  
Xi JingPing

En tant que bureau d'étude indépendant, nous observons et proposons  
depuis 5Ans en particulier à la Colonne Pouvoir-Public de l'Etat français.  
Les informations tous étages à celui-ci se sont conclues cette fin d'année dernière.  
Les communications s'épanchent donc depuis à la strate *multi*-nationale.

Il est question précisément depuis plus de 2Ans de poser un système monétaro-financiaro-bancairo-  
économico-territorial sur les Nations, compris orientations sectorielles, énergies, fonds, et échanges.  
La « complexité » actuelle est résolue depuis ~7Ans ; du code a été produit.  
Sieur *António* Guterres a en main Convention-Cadre à accueillir votre éventuelle marque d'intérêt.

Les premiers signaux<sup>up</sup> viendront des banques, à reprendre fil du Banking-Act de 1933.  
La suite est décrite sur plus de 3000pages à venir, dont Nationalisation, totale, pour Comptes à  
produire contradictoirement avec ceux existants sur nations. Echanges par *Marché de Populi*.  
Différents signaux ont déjà eu lieu, notamment de la part du chef de l'Etat français lors de  
l'Assemblée générale de l'ONU de septembre 2019 : « système plus humain, ...sens, ...cohérence » ;  
et d'autres en infra. L'agitation de celui-ci, sa quête de destinée, d'existence sur la scène  
internationale, ses projections d'emmerdes pour récupérer, ont fait perdre plus de 2Ans.

*Les Populations* sont invitées à constituer *Ordre.Ensemble*,  
parallèle à ceux existants sur Nations.

Il s'agira de *Leurs* montrer, par exemples monitorés sur 7spots de FRANCE pendant 1Mois, ce qu'il  
sera possible de faire dans le cadre de ce système. Les *Marché de Populations* accompagneront par  
Convention *tri*-partites les Echanges et Orientations à préciser en fin de Mois de travail, à EUROPE.

L'Ordre *Populi* proposé reconnaît deux étages politiques : des maires, et les Conseils nationaux.  
Cet Ordre se veut *a*-politique, *a*-culturel, *a*-religieux ;  
pour *Populi* pluri-ethniques, pluri-culturelles, pluri-confessionnelles,  
à sa main, individuellement.

Nations, Religions, et Forces sont aux Appels.

En vous souhaitant dans tout le calme qu'il convient,  
nous vous prions monsieur Le Président, d'être assuré de notre plus parfaite considération.

Sylfaën.H.  
Ingénieur étude territoriale  
rep. : P-| -T

« **Xiconomics** »

Le contenu de ces "Xiconomics" est connu depuis longtemps. Ils "s'articulent autour de deux grands objectifs : la recherche d'une indépendance économique et le basculement vers une croissance qualitative", détaille Jean-François Dufour.

Il s'agit, d'une part, de développer ses propres filières de production pour réduire les besoins d'importer des composants de l'étranger, tout en développant la consommation intérieure pour ne plus être un pays qui carbure seulement aux exportations.

D'autre part, la croissance "qualitative" nécessite de devenir des champions dans des filières plus "high tech" et d'être à la pointe de l'économie "verte". Un objectif illustré par la guerre technologique que se livrent la Chine et les États-Unis.

cette volonté de Xi Jinping de remettre le parti au cœur de l'économie vient de l'analyse que le président chinois fait... de la chute de l'Union soviétique. "Il estime que le régime soviétique s'est effondré parce que le parti n'était plus assez présent dans l'économie".

n'a pas conçu le schéma coopératif autant pour collecter que distribuer.

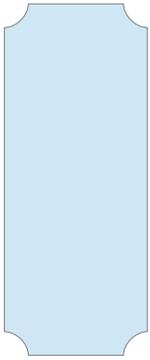
COMPTER<sup>IN</sup><sub>OUT</sub>

La Chine, un Empire-SOL .

**FRA**

**STOP !**

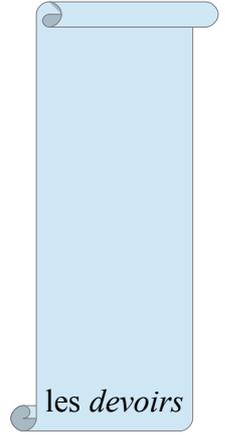
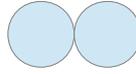
*1*Mois



Le DROIT



Ж, %o



Le Droit, c'est comme le QE,  
il inflat.  
PÓliticaille adÔRe,  
ça les occupe à entretenir *Le Progrès*,  
*multi-mondialiste, uniforme, à 500Mi.*

La même, mais écrit en *devoirs*.

S.2015

S2016

# Une frégate française entre en mer Noire sur fond des tensions entre Moscou et l'Occident

Monsieur *Thierry* Burkhard, CEMA

11:40 14.12.2021

FRA

STOP

Mère nourricière. Femme.  
Roses, Chartres.  
Londres.  
...  
Il y a cent ans, nous a dit des choses,  
depuis, silence-radio.  
Aujourd'hui, c'est *La Nature* qui  
souhaite l'apporter des choses.

JUSTICE : « Condition de l'Homme éclairé, selon La République » Pissin



*Le Monde* a toujours été dirigé par des gérontocrates, des parnoiaques,

STOP !

Soulèvement mondial ?

Possible



Sep 24, 2021

Change of Command ceremony in Norfolk sees General Philippe Lavigne relieve André Lanata as Supreme Allied Commander Transformation

1Mois

B.E. territoriales  
- indépendant -  
EU + SUD

---

Le 2 février 2021,

Le chef du Gouvernement  
monsieur *Jean Castex* ,  
Le ministre de l'Intérieur  
monsieur *Gérald Darmanin* ,  
La ministre des Armées  
madame *Florence Parly* ,  
Le ministre du Commerce et de l'Attractivité  
monsieur *Franck Riester* ,  
Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères  
monsieur *Jean-Yves Le Drian* ,  
La représentante Permanente auprès de l'OTAN  
madame *Muriel Domenach* ,  
Le Chef d'Etat-major des Armées  
monsieur *Thierry Burkhard* ;

*mesdames, messieurs,*

suite à travail territorial pour avis positifs de Préfets en exercice, 2016 à 2018, sur 7spots de FRANCE ;  
suite à communications au Chef de l'Etat de juillet 2018 ;  
suite à échos de sa part : « Rien ne sera comme avant », « synthèse ... méthode ... », « expertise indépendante », « acteurs nouveaux », « clarifier les Compétences », « réforme de l'ena », jusqu'ONU : « cohérence ..., ... sens , système plus humain. » ;  
suite à *actes préparatoires* au secrétaire général de l'Elysée, fin septembre 2020, dont *devis* à tri-signer par EM, JC, GD,  
suite à informations faites à têtes des groupes parlementaires, fin novembre 2020, pour mise-sous-scan-généralisé-temps-réel des réseaux sociaux par JC ;  
suite à projection d' *actes préparatoires* à MLI, BLR, GIN, GI , propositions de composés d'Organisation, de Modèles ;

noté ensemble « *appel des XX* » place-armes.fr ;

merci de noter votre « mise sous observation ».

En souhaitant vœux de réussite à toutes et à tous,  
veuillez être assurés *mesdames, messieurs* de notre plus parfaite considération.

Sylfaën.H.  
bureau-études-territoires  
rep. : P-| -T

## GBR -{COP26}

<https://news.un.org/fr/story/2021/09/1104572>

« *L'adolescence de l'humanité touche à sa fin* », déclare le Premier ministre britannique

23 septembre 2021

[à l'ONU](#)

Dans son discours prononcé mercredi soir lors du débat de haut niveau à l'Assemblée générale des Nations Unies, le Premier ministre britannique Boris Johnson a déclaré qu'il était temps pour l'humanité de grandir et d'assumer la responsabilité des dommages que nous infligeons à la planète.

L'espèce humaine, a déclaré M. Johnson, approche de la fin de la phase d'adolescence de sa vie évolutive. Il a évoqué la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP26) de novembre, qu'il accueille dans la ville écossaise de Glasgow, comme le moment de montrer que l'humanité est capable ~~d'apprendre et de mûrir~~. **DE FAIRE**

« Chaque jour, chaque semaine, nous causons des dommages tellement irréversibles que, bien avant qu'un million d'années [d'existence de l'humanité] se soient écoulées, nous aurons rendu cette belle planète effectivement inhabitable, non seulement pour nous mais aussi pour de nombreuses autres espèces », a déclaré le Premier ministre.

« *Nos petits-enfants sauront que nous sommes les coupables* »

Si rien ne change, averti le dirigeant britannique, les températures augmenteront de plus de 2,7 degrés Celsius ou plus d'ici la fin du siècle, avec des conséquences désastreuses, à cause de l'action humaine.

« Nos petits-enfants », a-t-il dit, « sauront que [...] nous avons manqué notre coup, et ils se demanderont quel genre de personnes nous étions pour être si égoïstes et si peu clairvoyants ».

### **SI PEU ACTIFS A S'ARRETER, POUR CONTINUER A ENGRAISSER BANQUES**

Lors de la COP26, a déclaré M. Johnson, le monde doit s'engager à atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle. Des pays représentant 70% du PIB mondial se sont engagés à atteindre cet objectif, a-t-il dit, mais des engagements sont nécessaires dans quatre domaines pour obtenir des réductions substantielles : la fin de l'énergie au charbon, ~~la transition vers les véhicules électriques~~, le ~~financement~~ du climat et la plantation d'arbres.

Au sujet du charbon, M. Johnson a déclaré que les technologies vertes ont permis de réduire les émissions au Royaume-Uni, l'électricité produite à partir du charbon devant être supprimée d'ici 2024, et d'installer des éoliennes.

Il a noté la contribution du Royaume-Uni à la croissance rapide du marché des véhicules électriques, qui implique la fin de la vente des moteurs à combustion interne à hydrocarbures d'ici 2030, et a appelé à une coopération internationale pour faire en sorte que, d'ici 2040, il n'y ait plus que des véhicules à émission zéro en vente dans le monde.

**Le Premier ministre britannique a déclaré que son pays allait renforcer la protection contre les**

**inondations en plantant des millions d'arbres supplémentaires, et a appelé les nations à suivre l'exemple du Pakistan, qui s'est engagé à planter 10 milliards d'arbres.**

En ce qui concerne le financement du climat, M. Johnson a rappelé l'engagement du Royaume-Uni à fournir 11,6 milliards de livres sterling pour aider le reste du monde à lutter contre le changement climatique, et a salué les promesses financières faites par le Danemark et les États-Unis. Toutefois, a-t-il ajouté, les engagements nationaux des gouvernements ne suffisent pas et le secteur privé doit également être mis à contribution, ~~par l'intermédiaire des institutions financières internationales, pour réaliser les investissements nécessaires.~~

## **Souffler les bougies d'un monde en feu**

En plus de lutter contre le changement climatique, a déclaré M. Johnson, ces investissements permettront de créer des millions d'emplois bien rémunérés et hautement qualifiés. ~~Les starts-up, a-t-il noté, produisent déjà des solutions à la crise climatique, depuis les aliments pour animaux qui réduisent les émissions de méthane du bétail jusqu'à la robotique et l'intelligence artificielle qui améliorent la production alimentaire.~~

« Ces percées technologiques, a déclaré le Premier ministre, réduiront le coût pour les consommateurs, de sorte que nous n'avons rien à craindre et tout à gagner de cette révolution industrielle verte ».

Dans la perspective de la COP26, il a décrit la conférence sur le climat comme une occasion de grandir, une métaphore du « 16ème anniversaire de l'humanité », au cours de laquelle le monde peut célébrer **un passage à l'âge adulte** et « **souffler les bougies d'un monde en feu** ».

~

Passer à l'âge adulte nécessite d'arrêter de grandir, de changer de modèle donc. Vous pédalez dans un système qui marche-pô. **STOP**, first ; please.

« *Luttez contre* » est une réaction d'enfant n'ayant pas encore conçu que Le Monde ne se réduit pas à papa-maman -l'ère émancipation-.

**. INVESTIR STOP .  
PESEES MASSES**

Vos « *millions d'emplois hautement qualifiés* », vos « *percées technologiques* » ne font qu'engloutir les dernières gouttes d'énergie, les dernières ressources. Vous nous consumer.

Je reste certain que beaucoup de Chef d'Etat feront ce qu'il faut s'ils ont des instructions claires, dans le cadre d'un système global, pour propositions cohérentes, processées, convenues. Vous pourrez consulter vos entourages, cercles, avec avantage, pour Avis, compris Armées. Nous *attendons* un Prince, **CALME**.

S.H.

Le 8 décembre 2021,

O.RUS

Le Président de La fédération de Russie,  
monsieur *Vladimir* Poutine

### COMPTER

Un système politico-monétaire-financiaro-territorialo-économique est disponible depuis 3Ans, déposable sur toutes nations, à Droit constant *en-bas*; compris *bløks*.

Le chef de l'Etat français en a pondu « *sa boulette* » en juillet 2018, mis à l'interdit, *and-shôW*.

Il s'agit avant tout de structurer le bas, d'abord, 1Mois, compris *Tables* Energies, Acier, et Mobilités.

Une restitution-synthèse à l'Europe sera effectuée à fin de dit-Mois, dès *notrePrince AU CALME*<sup>1</sup>.

Le travail sera réalisé pour *co-visibilité* des Chefs d'Etat intéressés.

### Le Droit

« Il faut que *Les Populations* participent à la solution de leurs problèmes. » *António* Guterres, sgONU  
Par nation, les *Constitutions de Population* régleront l'élévation de *d'ÂmePropriété*,

assureront à toutes femmes et hommes le *libre-travail*, Le Droit<sup>up</sup><sub>down</sub> de son Sol, par LOI.

Outre pouvoir former Droit, une Constitution permet l'injection de gouvernance,

association de Norme, définition des bases, pour Populations, comme 3~5000pages à venir.

Il est proposé à monsieur *António* Guterres d'accueillir jusque fin d'année *relais* à *G1-(Y4C&C're)*.

Des *propositions* leurs ont été soumis.

### La Monnaie

« Jupiter n'ayant su régler *La Monnaie*, il balança *La Faute* sur sa gonzeuse, *La Junon*.

*La Balance* fut donc descendue sur *La Justice*, qui s'était barrée. » *grouT*

### Populî

S'adapter - Convenir

Une Constitution de Population (*∇nation*) est là pour « extraire » *La Population* de *La Propriété*.

Les banques sont arrivées à nous faire racheter continuellement notre sol, de génération en génération, *fumeux n'est-il ?* Certainement la plus grosse escroquerie de tous les temps.

Nationalisation TOTALE. Gel des mutations de propriété. Indivis. Parcellisation de l' Exploitation.

*Le Sol* porte la *v*-propriété, en valeur vénale, à élever , par *Entretiens&Servitudes*.

Le corpus territorial *P-|T* (canton, communauté de commune, pays, en France) définit l'Usage et l'Exploitation, à gérer l'Entretien du SOL selon Plan Local *pluriCommunal* -canton-.

Entretien des Sols et Bâti = Création massive d'emplois. Hydro-géographie. Agro-foresterie.

*μ*-localisation du conditionnement. Energies. Mobilités. FER. AIR.

Consignes industrielles volumétriques annuelles. Echanges par *Marché de Population* avec orientations techniques, projets sous Cahier des Charges en Energies et Mobilités Terre, Air, Mer.

En souhaitant vœux de réussite à *toutes* et à *tous*,

veuillez être assuré monsieur le Président de La fédération de Russie

de ma plus parfaite considération.

*Sylfaën.H.*

...

1 s'obs.T+4Jrs. AK à la compilation des Actes préparatoires ; formation Collège ; zonalisation ; ...

RUS



[https://www.mid.ru/fr/foreign\\_policy/news/themes/id/1785967/](https://www.mid.ru/fr/foreign_policy/news/themes/id/1785967/)

№ 2314-13-11-2021 :

### **Allocution et réponses à la presse de Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, suite à son déplacement en France, Paris, 12-11-2021**

Je voudrais évoquer la réunion d'aujourd'hui des ministres russes et français des Affaires étrangères et de la Défense au format 2+2. Ce n'est pas la première fois que nous nous entretenons dans ce format, mais il y a eu une pause assez longue. Le Président russe Vladimir Poutine et le Président français Emmanuel Macron ont décidé de relancer cette pratique en 2019 lors de leur rencontre à Brégançon (France). Nous avons donc repris les pourparlers une première fois à Moscou, pour ensuite participer à une nouvelle rencontre aujourd'hui, à Paris. Nous considérons le dialogue au format 2+2 comme assez prometteur. Nous apprécions la volonté du Président français Emmanuel Macron de trouver des *points* de contact sur les questions *stratégiques* dans la région euroatlantique, et de développer des relations constructives et mutuellement avantageuses avec la Russie. Dans ce contexte, nous avons évoqué la *sécurité globale*, la situation dans la région euroatlantique, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie-Pacifique. Par tradition, nous n'avons pas évité les éléments problématiques et avons évoqué les domaines où nos approches peuvent être divergentes, voire contradictoires.

OTAN, EU = *défense collective*

De notre côté, nous avons attiré l'attention sur le fait que la situation dans le monde restait assez tendue. Cette situation résulte, à notre avis, de la volonté de plusieurs États occidentaux, tout d'abord de nos collègues américains, de maintenir et de renforcer de manière artificielle leur domination, de détruire l'architecture basée sur les Nations unies et formée après la Seconde Guerre mondiale, et d'imposer à l'opinion publique mondiale, à la communauté internationale, un certain "ordre basé sur des règles" qui contredit directement le droit international. , ne tenir aucun engagement à ce qui est non écrit, règle *commerciale oblige*.

La même chose concerne les tentatives d'endiguer le développement de la Russie. L'Alliance atlantique et les Américains en parlent ouvertement, et nous constatons des *actions agressives de l'Otan par rapport à la Russie*. Il y en a eu beaucoup d'exemples ces derniers jours, notamment avec le déploiement de forces supplémentaires autour de la mer Noire, l'envoi d'un nombre inhabituel de navires de combat dans la région, ou d'autres actions assez belliqueuses. **POLARIS**

Nous avons constaté la volonté de nos interlocuteurs de renforcer et de confirmer la politique de l'Union européenne dans les relations avec la Russie, politique qui reste inchangée depuis des années. L'élément-clé de cette dernière consiste en ce que l'UE sera prête à normaliser les relations dès que la Russie mettra en œuvre les accords de Minsk. Nous avons présenté des exemples de l'absurdité de cette affirmation et avons cité les clauses des accords de Minsk soulignant clairement la nécessité de la concertation d'un grand nombre d'éléments entre Kiev, Donetsk et Lougansk, notamment le statut spécial de ces régions, l'organisation d'élections sur leur territoire, l'amnistie, etc.

Nous avons proposé d'examiner des moyens de sortir de l'impasse formée dans les relations entre la Russie et l'Union européenne. Nous avons rappelé que nous avons salué à l'époque l'idée, avancée par le Président Français Emmanuel Macron, de former une architecture de sécurité européenne avec la Russie et pas contre la Russie. À notre avis, l'essentiel est de transformer ces paroles en actions pratiques. L'Union européenne, tout comme l'Otan, doit évidemment respecter sa discipline intérieure, sa solidarité. Mais cela n'annule pas la question posée.

Je me suis entretenu aujourd'hui avec le Président du Conseil européen Charles Michel en marge de

la conférence sur la Libye. Il a souligné son intérêt pour la recherche de moyens de sortir nos relations de l'impasse profonde dans laquelle elles se sont retrouvées en résultat des actions de l'Occident en 2014, quand certains avaient accepté, voire soutenu, le coup d'État monté par les radicaux en Ukraine. Nous ressentons toujours les résultats de ce dernier. Cela signifie qu'il est très difficile de persuader nos collègues de l'Union européenne - je ne parle pas de la France - de la nécessité de construire nos relations uniquement sur la base de l'égalité et de l'équilibre des intérêts. Nous sommes prêts à une telle coopération. Nous l'avons confirmé pendant la rencontre avec nos collègues français, tous comme dans le cadre de mes contacts avec Charles Michel.

Nous avons évoqué en détail la stabilité stratégique, notamment dans le contexte des nouveaux défis apparus après la décision des États-Unis de quitter le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et le Traité Ciel ouvert. Nous avons confirmé notre volonté de continuer de nous tenir à une approche strictement mesurée et de ne pas créer de problèmes artificiels. Nous réagissons aux actions inamicales de l'Occident, et adopterons des mesures symétriques voire asymétriques si nécessaire.

Nous avons attiré l'attention sur l'initiative du Président russe Vladimir Poutine, qui a annoncé un moratoire unilatéral sur le déploiement de missiles terrestres à courte et moyenne portée interdits par le Traité tant qu'il n'y aura pas, dans ces régions, de systèmes américains identiques. Dans le même temps, nous avons attiré l'attention sur notre sérieuse préoccupation quant aux perspectives du transfert de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. De tels projets ont été **ouvertement annoncés par les États-Unis. Récemment, une initiative similaire a également été avancée par la République française.**

Tout comme nos collègues français, nous réaffirmons l'absence d'alternative aux Accords de Minsk. Mais leur interprétation diverge. Nos collègues affirment de plus en plus que c'est la Russie qui doit les accomplir. Le caractère insensé et infondé d'une telle approche est flagrant pour tous ceux qui ont lu, même en diagonale, le texte des Accords de Minsk approuvés par une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Conformément à ce document, Kiev, Donetsk et Lougansk doivent se mettre d'accord sur plusieurs questions dont dépend le règlement de la crise ukrainienne. Nous avons appelé une nouvelle fois Paris et Berlin à ne pas simplement inciter, mais à forcer les autorités ukrainiennes à remplir les engagements internationaux qu'ils ont pris. Nous avons attiré l'attention sur la politique absolument inadmissible de Kiev, qui s'exprime de facto dans la séparation de ses propres citoyens en personnes de différentes sortes. Nous avons rappelé la phrase marquante du Président Vladimir Zelenski, restée sans la moindre réaction de l'Occident, selon laquelle "si quelqu'un se sent russe en Ukraine, qu'il s'en aille en Fédération de Russie".

Nous n'avons entendu aucune réponse à ces faits, tout comme à bien d'autres, y compris la préparation en Ukraine d'une nouvelle loi qui détruira les Accords de Minsk après les lois sur l'éducation et sur la langue. Je fais allusion au projet de loi sur les fondements de la politique d'État de la période de transition, soumis par le gouvernement ukrainien. Avec une immense honte pour la Commission de Venise, cette dernière l'a jugé plus ou moins normal. Elle n'a même pas pris la peine de comparer ce qui est proposé avec les exigences des Accords de Minsk ou la résolution du Conseil de sécurité. SI cette loi était adoptée, Kiev proclamerait ainsi son retrait des Accords de Minsk. Je rappelle que les Français et les Allemands nous assuraient à un très haut niveau qu'ils feraient tout pour que cette loi ne soit pas adoptée. Mais aucune action n'a été engagée depuis. Comme nous pouvons en juger d'après les événements au parlement ukrainien, le processus d'approbation de ce projet de loi avance à grands pas.

Nous avons parlé du programme nucléaire iranien. Nous avons des perspectives de coopération plus constructive. La reprise des négociations des membres du Plan d'action global commun sur le nucléaire iranien est prévue le 29 novembre. Nous exhorterons nos partenaires à ce que les accords conclus dans le cadre de ce document en 2015 et approuvés par une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies soient rétablis à part entière. Cela implique le retour des États-Unis au respect de leurs engagements, notamment la levée de toutes les sanctions décrétées dans le cadre du

## Plan d'action.

Nous avons accordé une grande attention au processus de paix au Proche-Orient. Il existe un format conjoint, le Quartet des médiateurs internationaux, constitué par la Russie, l'UE, l'Onu et les États-Unis. Malheureusement, nous ne parvenons pas encore à relancer le travail de ce format car les États-Unis rejettent la proposition de le faire le plus vite possible. Pendant ce temps, la situation sur les territoires palestiniens s'aggrave, la crise humanitaire s'approfondit dans la bande de Gaza. Nous sommes prêts, avec nos collègues français, à entreprendre des efforts supplémentaires. Nous verrons ce que cela apportera. Du moins, nous avons convenu de le faire.

Nous avons également abordé le dossier syrien. Il y a les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, qu'il faut accomplir. Aussi bien la résolution de base fixant les principaux points d'appui du processus de paix que la résolution adoptée cet été exigeant d'élargir l'aide humanitaire et, surtout, de lever tous les obstacles pour aider la Syrie à réaliser des "projets de relèvement rapide". Cela désigne les systèmes d'approvisionnement en électricité, en eau, à l'éducation, à la santé et à la construction de logements.

Nous avons évoqué la situation en Libye. Une conférence internationale sur la Libye a eu lieu sur convocation du Président français Emmanuel Macron, et qui s'est soldée par l'adoption d'un document détaillé. Il a déjà été publié, il est possible d'en prendre connaissance. Ce document se trouve dans le cadre des décisions des conférences précédentes à ce sujet, notamment la conférence de Berlin en juin dernier. Le plus important dans ces décisions est l'appel aux parties libyennes à respecter le calendrier qui a été convenu avec elles il y a un an, notamment en ce qui concerne l'organisation des élections générales, présidentielle et législatives. Il faut également assurer l'inclusivité de ce processus électoral pour que les représentants de toutes les couches et de tous les groupes politiques de la société libyenne puissent participer à la course électorale.

Nous avons abordé la situation dans la région du Sahara-Sahel, notamment dans le contexte du déplacement des forces armées françaises sur place, notamment du Mali. Cela a suscité des préoccupations du gouvernement malien car les Français ont voulu quitter les territoires au Nord du pays où des groupes terroristes s'activent actuellement. Nous avons expliqué la situation concernant les accusations régulières de la Russie d'encourager de prétendus contacts entre le gouvernement malien et une société militaire privée russe. Nous avons démontré le caractère infondé de telles accusations. Nous avons souligné qu'au niveau de la coopération interétatique, nous apportons une contribution militaro-technique au Mali et aidons à organiser le travail des services de sécurité et de l'armée malienne. En ce qui concerne les sociétés militaires privées, nous avons avancé des faits indiquant que ce "phénomène" est loin d'être né en Russie, mais en Occident. Nous avons énuméré les exemples de fonctionnement de telles SMP qui "poussent" aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France. Elles sont nombreuses. L'ampleur du "travail" de nos collègues occidentaux est incomparable avec ce qui est fait par les sociétés militaires privées créées par des citoyens russes. Nous nous sommes prononcés pour l'union des efforts contre les groupes terroristes au Sahara-Sahel. Ils s'y sont vraiment déchaînés depuis que l'Occident a bombardé la Libye et l'a privée de sa structure étatique. Nous essayons actuellement de rétablir cette dernière. Tout cela nécessite des efforts permanents.

Nous avons également parlé de la Centrafrique. Nous avons une bonne expérience de coopération avec la France au Conseil de sécurité des Nations unies. Nous avons récemment adopté une résolution (nous l'avons évoquée en détail avec Paris), qui élargit la liste des armements qui tombent sous la procédure de notification des livraisons en Centrafrique. C'est absolument indispensable dans la lutte de ce pays contre la menace terroriste.

Nous avons évoqué la situation dans les Balkans. Nous avons attiré l'attention des collègues français sur le fait qu'en Bosnie-Herzégovine, où travaille le Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de l'Accord de Dayton (avec la participation de la Russie et de la France), ces derniers temps l'Occident cherche à avancer des décisions absolument illégitimes, notamment concernant la "nomination" d'un nouveau Haut représentant. C'est arrivé il y a quelques mois en bafouant

grossièrement les procédures établies par l'Accord de Dayton, qui exigent l'accord des trois peuples constitutifs, ainsi qu'en transgressant la procédure prévoyant l'approbation de cette décision non seulement par les trois peuples bosniaques, mais également par le Conseil de sécurité des Nations unies. Nous avons souligné que la voie choisie par les partenaires occidentaux, qui met à mal les fondations de la coexistence des Serbes, des Bosniaques et des Croates dans le cadre d'un État uni, était assez risquée.

Nous avons souligné que sur un autre "front" balkanique (le Kosovo), l'UE, assumant les fonctions de médiateur de l'Assemblée générale des Nations unies, ne pouvait pas mettre en œuvre les décisions prises entre Belgrade et Pristina avec son aide encore en 2013. Je fais allusion à la décision de créer la Communauté des municipalités serbes du Kosovo. C'est une question fondamentale qui permet aux Serbes de préserver leur identité dans cette région. C'est honorable pour l'UE d'avoir réussi, à l'époque, à assurer une telle entente. Mais il est assez révélateur qu'aujourd'hui l'UE n'arrive pas à pousser Pristina à tenir ses engagements.

Nous avons parlé de la situation en Afghanistan. Nous avons les mêmes approches de la nécessité, pour les talibans, de mettre en œuvre toutes les déclarations faites après leur arrivée au pouvoir.

Nous avons abordé le processus de paix au Haut-Karabakh dans le cadre de l'activité des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE que sont la Russie, la France et les États-Unis. Une réunion des trois coprésidents avec les ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan a été organisée à Paris il y a quelques jours. Tous ont soutenu l'entente conclue le 9 novembre 2020 par le Président russe Vladimir Poutine, le Président azéri Ilham Aliiev et le Premier ministre arménien Nikol Pachinian. Nous avons noté un progrès dans l'activité du contingent russe de maintien de la paix dans le règlement des problèmes humanitaires. Nous avons déterminé plusieurs points sur lesquels il fallait faire davantage. En ce sens, l'activité des coprésidents sera focalisée à court terme sur le règlement des problèmes humanitaires, sur la création des conditions pour que les communautés arménienne et azérie établissent entre elles une atmosphère de confiance et règlent les problèmes quotidiens dans l'esprit de compromis constructifs.

Nous avons analysé le calendrier de nos contacts politiques à venir. Nous avons exprimé un intérêt réciproque à poursuivre le travail du format "2+2".

Je voudrais noter que les collègues français ont évoqué la crise migratoire à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, la Lettonie et la Lituanie. Nous avons expliqué la situation, dans laquelle il ne doit exister aucun double standard par rapport au traitement des migrants dans d'autres pays de l'UE, et non à la frontière biélorusse. Il faut agir de la même manière en respectant entièrement les principes fondamentaux du droit humanitaire international. Je ne pense pas que nous ayons convaincu nos collègues. Mais au moins nous avons des arguments qu'ils n'ont pas contestés, ils nous ont seulement appelés à aider à persuader Minsk de régler ce problème. Mais c'est loin de dépendre seulement de Minsk. Cela demande aussi une approche constructive de l'UE. Nous en avons parlé aujourd'hui avec le Président du Conseil européen Charles Michel.

**Question:** Quels sont les arguments des Polonais et d'autres membres de l'UE, quand ils accusent pratiquement la Russie d'avoir provoqué une crise migratoire à la frontière polono-biélorusse? Comment la Russie peut-elle répondre à ces accusations et aux sanctions potentielles contre la compagnie aérienne Aeroflot? Avez-vous parlé aujourd'hui de ces accusations?

**Sergueï Lavrov:** La Russie doit réagir très simplement: il faut ignorer tout ce bavardage et les déclarations brusques et arrogantes dictées par des instincts russophobes, et rien d'autre.

Il n'a pas été question d'Aeroflot. Tout le monde comprend que c'est une bêtise. Il est très facile de comparer les accusations avec les informations en accès libre pour connaître les destinations desservies par Aeroflot. Mais pour cela, il faudrait au moins essayer de comprendre la situation.

Nous avons rappelé qu'en parlant de la manière dont l'UE traitait telle ou telle situation de crise quand l'incident avec l'avion de Ryanair s'est produit en juin, le Président biélorusse Alexandre

Loukachenko a immédiatement proposé d'organiser des consultations entre les spécialistes quand les invectives accusatoires ont commencé. L'UE a refusé et a décrété des sanctions contre la Biélorussie, puis a appelé à mener une enquête objective au niveau de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Elle n'est toujours pas terminée. Les délais annoncés de son achèvement ont déjà été reportés deux fois. Il y a peu de chances qu'elle soit terminée d'ici la fin de l'année.

J'ai dit aujourd'hui au Président du Conseil européen Charles Michel que s'ils souhaitaient régler les problèmes qui surviennent entre eux et la République du Bélarus, il fallait choisir: soit se consulter comme le propose la Chancelière allemande Angela Merkel au Président biélorusse Alexandre Loukachenko, soit afficher leur puissance et agression et imposer des sanctions illégitimes au pays. Je trouve que la discussion sur ces sujets doit être honnête et ouverte. J'espère que les personnes sensées en UE en sont conscientes et entendent ces arguments. Mais, malheureusement, comme cela a déjà été le cas plusieurs fois, une minorité agressive "mène la danse" en UE.

**Question:** Avez-vous parlé, lors des contacts d'aujourd'hui avec la partie française, de la possibilité d'une reconnaissance du vaccin russe Sputnik V?

**Sergueï Lavrov:** Non, elle n'a pas été abordée. Mais nous suivons ce thème. La France fait partie de ceux, en UE, qui attendent une décision de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle est retardée pour quelques raisons objectives, mais aussi pour plusieurs raisons subjectives. Nos structures compétentes travaillent avec l'Agence européenne des médicaments, avec l'OMS.

Plusieurs pays de l'UE, à commencer par la Hongrie, ont décidé de reconnaître notre vaccin. Nous avons un problème concret à cet égard. Nos diplomates qui travaillent en France ne peuvent pas remplir librement leurs fonctions. Des tests PCR sont exigés d'eux tous les deux jours, ce que nous n'exigeons pas des diplomates français à Moscou. Ils se font vacciner par le vaccin de leur choix et peuvent tranquillement remplir leurs fonctions, circuler à Moscou et dans d'autres villes. Je pense que nous réglerons ce problème.

Pour terminer la réponse à la question, je voudrais dire que nous souhaitons travailler avec l'UE. La situation du coronavirus confirme que les thèmes pour cela existent, ils ne sont pas fictifs mais tout à fait réels et assez pertinents. Nous devons nous unir, mettre de côté les intérêts commerciaux. En avril dernier déjà, le Président russe Vladimir Poutine avait proposé de renoncer aux brevets sur tous les vaccins pour la période de la lutte contre la pandémie. C'est tombé dans l'oreille d'un sourd, cela n'a été suivi d'aucune réaction. Il est regrettable que face à un tel malheur mondial, certains cherchent à jouer seulement à leur avantage et au détriment des autres. Mais notre détermination et notre résolution à établir des relations constructives avec l'UE, qu'elle a elle-même détruites, demeurent.

Nous avons mentionné aujourd'hui le climat, la santé, l'économie verte, la numérisation, etc. Nous avons soulevé ces questions encore en février, quand le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell s'était rendu à Moscou. Il m'avait semblé à l'époque que nous étions convenus de ces sujets pour mettre en place un travail concret, pas seulement en slogans, mais pour que des professionnels s'assoient et entament des projets réels. Mais nous n'arrivons à rien pour l'instant. Je pense que c'est dû à l'inertie de la minorité russophobe qui impose sa ligne à tous les membres sensés de l'UE.

**Question:** La déclaration adoptée aujourd'hui à l'issue de la Conférence internationale sur la Libye contient un paragraphe sur le retrait de mercenaires et des unités militaires étrangères de Libye. Y a-t-il une entente pour savoir comment cela sera réalisé vu que la Turquie insiste sur le fait que sa présence dans le pays est légale? Ne craignez-vous pas que les élections prévues en Libye pour le 24 décembre puissent être sabotées à cause de la position intransigeante de Tripoli?

**Sergueï Lavrov:** Je ne vais pas spéculer concernant les élections. Il y a des signes que plusieurs politiques libyens voudraient revoir les décisions prises il y a un an dans le cadre de la feuille de route du processus de paix. En particulier, revenir sur le principe de formation de la liste des candidats, etc. Mais en ce sens je ne me concentrerais pas sur l'attachement à une certaine date,

d'autant qu'elle a été choisie de manière assez artificielle, mais sur une préparation de qualité du processus électoral afin que ces élections ne laissent aucune chance à qui que ce soit de les remettre en question. En ce sens, je trouve important (nous en avons parlé aujourd'hui) que toutes les forces politiques aient la possibilité d'avancer leur candidat pour participer à ces élections, y compris les partisans du régime de Mouammar Kadhafi.

En ce qui concerne le retrait des groupes militaires étrangers, des forces armées, etc., la décision prise aujourd'hui a confirmé la formule du document final de la Conférence de Berlin de juin et la formule, datant de quelques semaines, inscrite par le comité militaire des parties libyennes (5+5) dans ses décisions. Le retrait doit être total, il doit se dérouler par étapes, progressivement et de manière synchronisée en ce qui concerne ceux qui soutiennent l'Ouest et l'Est de la Libye. Il est important de ne pas rompre l'équilibre établi sur le terrain. C'est lui qui permet depuis plus d'un an de maintenir la trêve. S'il était enfreint maintenant (j'espère que cela n'arrivera pas), alors le risque de reprise des activités militaires augmenterait. C'est notre position.

**Question (traduite de l'anglais):** La France parle de plus en plus souvent de la nécessité d'accroître les forces dans l'espace de l'information. Ainsi, le chef d'état-major des forces armées Thierry Burkhard a évoqué dans une récente interview au *Point* une "guerre hybride", et le fait que la lutte sur le plan informatique était un aspect de la lutte pour l'influence (dans le contexte de la Russie il a mentionné le retour de la Crimée en Russie). La situation à la frontière polono-biélorusse a déjà été qualifiée par la Pologne d'"exemple bien connu" d'une telle guerre. Que pouvez-vous dire à propos de telles déclarations? Avez-vous évoqué avec la partie française le travail de RT en France?

**Sergueï Lavrov:** Je comprends pourquoi vous me posez cette question. Vous n'êtes probablement pas en mesure de la poser vous-même aux autorités françaises parce que vous n'êtes pas accrédité au palais de l'Élysée, n'est-ce pas?

Nous avons attiré l'attention de nos interlocuteurs aujourd'hui sur le fait que ceci, et bien d'autres actes de collègues occidentaux, notamment français, sont directement contraires aux engagements convenus au début des années 1990 à l'initiative de l'Occident dans le cadre de l'OSCE. Ils exigent de lever tous les obstacles pour accéder aux sources d'information à l'intérieur des pays concernés et à l'étranger. Nous en avons parlé. Nous en parlons souvent. Nous pensons que la rhétorique actuelle - notamment concernant les plans de militariser l'espace ou la conception des guerres de l'information - est une chose dangereuse. Ces propos se matérialiseront ensuite dans des projets concrets. Certains se feront de l'argent, un nom politique, mais au final de nouvelles menaces seront constamment engendrées.

J'ai entendu que le Président français Emmanuel Macron avait signé un décret sur la création d'une agence pour lutter contre la désinformation en provenance de l'étranger. J'ai demandé aujourd'hui à nos interlocuteurs, au ministre des Affaires étrangères et au ministre de la Défense, de nous expliquer comment cette agence allait fonctionner. En réponse, nous serons prêts à expliquer comment travaillent chez nous les structures publiques spécialisées. Mais ce problème existe. Il s'aggrave de plus en plus.

**Question:** Vous avez parlé aujourd'hui de la reprise du dialogue avec les Européens, mais, par exemple, le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell est très intransigent envers la Russie et fait des déclarations très catégoriques. Autre exemple - l'Espagne, où nous sommes souvent accusés d'ingérence dans les affaires intérieures dans le cadre du référendum. En France sont prévus un référendum sur l'éventuelle séparation de la Nouvelle-Calédonie et l'élection présidentielle. Et on déclare immédiatement que la Russie soutient tel ou tel candidat. Comment ces accusations affectent-elles la reprise du dialogue?

**Sergueï Lavrov:** Quelle que soit ma réponse, elle sera utilisée contre moi, sera interprétée comme une ingérence dans les affaires intérieures de la France, de l'Espagne et d'autres pays.

En ce qui concerne Josep Borrell. Il semblait que nous coopérions plutôt bien quand il était Ministre des Affaires étrangères de l'Espagne, mais apparemment quand ils arrivent au poste de Haut représentant quelque chose arrive aux gens. Visiblement c'est inévitable, car en travaillant à Bruxelles vous devez, comme le faisait Federica Mogherini (sa prédécesseure), refléter le fameux consensus de "discipline solidaire". Ce consensus est formé par les pays qui veulent à tout prix aggraver la situation entre l'UE et la Fédération de Russie pour leurs propres raisons subjectives: certains ont des phobies historiques, d'autres veulent une revanche historique, et ainsi de suite.

Voici un épisode marquant. Les Américains et leurs alliés ont quitté l'Afghanistan, et quelques jours après cela Josep Borrell a déclaré dans un discours que l'UE ne devait pas admettre que l'Afghanistan "revienne" à la Chine et à la Russie. Est-il normal de qualifier ainsi la situation dans une région qui se trouve si loin de l'UE? Ou encore quand on nous dit que la coopération avec la Centrafrique et le Mali serait une ligne rouge? "C'est une zone où l'UE possède des relations historiquement établies". Les Européens ne disent pas que c'est une histoire coloniale, mais tout de même. Sachant qu'eux-mêmes élaborent leurs stratégies (sans consulter qui que ce soit) sur l'Asie centrale et la mer Noire. Et ce alors que dans ces régions il existe déjà des structures de coopération régionale avec leurs propres documents statutaires, leurs propres plans et projets. Peut-être que dans un monde mondialisé vous ne devriez pas dire: "C'est mon territoire, personne ne doit venir ici, je l'ai "marqué" (de telle ou telle manière)." Cela signifierait un retour à la fameuse philosophie et logique des "zones d'influence". Nous voulons y renoncer. Les relations des pays lointains avec nos voisins les plus proches doivent s'établir de manière à ce qu'elles ne nuisent pas à nos intérêts et à nos engagements avec nos voisins en tant qu'alliés et partenaires stratégiques, aussi bien au niveau *bilatéral* que dans le cadre des organisations telles que l'OTSC, l'UEE, l'OCS et la CEI.

**Question:** Un grand nombre d'invités de marque a participé à la Conférence internationale sur la Libye d'aujourd'hui, notamment Angela Merkel et Kamala Harris. Avez-vous réussi à échanger des avis avec elles sur les questions bilatérales?

**Sergueï Lavrov:** Nous n'avons pas beaucoup de temps. Une discussion générale était en cours. Nous avons réussi, littéralement debout, à parler assez longtemps avec Charles Michel pour savoir comment il fallait normaliser la situation entre Moscou et l'UE.

J'ai eu un entretien assez long à part entière avec le Président de la République du Congo Denis Sassou-Nguesso. Il s'est rendu récemment à Moscou où il a conclu des ententes avec le Président russe Vladimir Poutine. Nous avons parlé de la mise en œuvre de ces ententes. Dans l'ensemble, elles sont plutôt bien réalisées. Il existe plusieurs questions nécessitant une attention supplémentaire, nous en avons également parlé. Cela concerne notre coopération économique, et les projets évoqués entre nos compagnies concernées et les institutions compétentes russes et congolaises.

AFG : Banque centrale

OTAN+USA

UKR

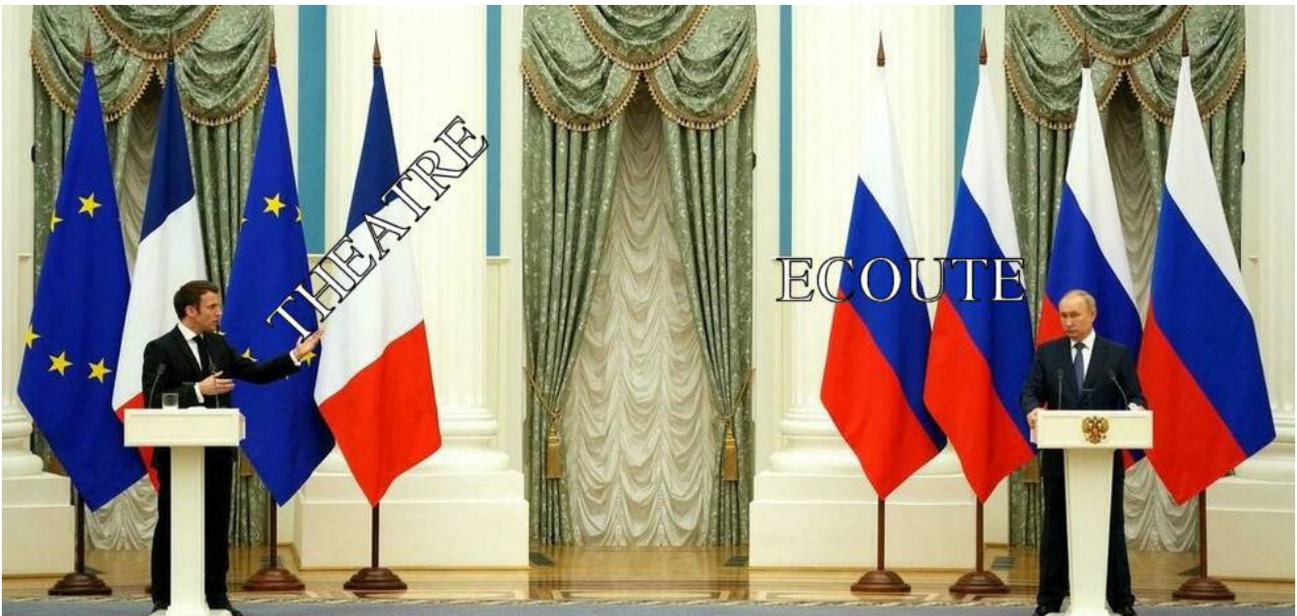
EU+NATO



Le 7 février 2022,

RUS

Devant le président russe, Emmanuel Macron a insisté sur le fait que sa position était « coordonnée » avec ses alliés **européens et américain**. **Tous ont rejeté** les exigences du Kremlin de la fin de la politique d'élargissement de l'Otan, qui fermerait la porte à l'Ukraine. Le président français a encore une fois insisté sur le fait qu'il est impensable d'envisager une solution sur la question ukrainienne sans les Ukrainiens.



blahblahblah ...

*pffff*

FRA

scientifico-*in*NovAto-militaro-politico-commercial

« Voulez-vous que La France entre en guerre contre La Russie ? » Vladimir Poutine, 8fév2022

## XYZ

Les Pays *alignés, alliés, en-Alliance*  
POUR, CONTRE, POUR|CONTRE  
PEUR | PERDRE

La fin de la Guerre-froide a vu des velléités à faire cesser l'impérialisme occidental.  
Le concept de dissuasion n'a pourtant pas changé. *Même modèle, mêmes résultats.*

« La courte vue qu'ont montrée les nantis nucléaires (les cinq « nucléaires-légitimes » selon les termes du TNP) depuis une vingtaine d'années est à bien des égards consternante. En préservant pour eux le privilège nucléaire, aux motifs divers que la sagesse stratégique n'habite que quelques-uns, que la **possession** de l'arme conduit inéluctablement à son **emploi**, qu'il était préférable de disposer de garanties de sécurité délivrées par l'un des « Grands » du nucléaire, le plus grand si possible, ils ont bloqué toute mise en place rationnelle de systèmes de stabilité régionale. Ceux-ci se sont alors établis subrepticement, sans leur agrément, et dans une sorte de clandestinité stratégique qui a renoncé à fonder les nécessaires équilibres régionaux **sur des systèmes centraux**, entretenant de ce fait incertitudes politiques et inquiétudes des opinions publiques. Il suffit de penser au système moyen-oriental avec l'arsenal nucléaire israélien et le déni nucléaire arabe ; au système nucléaire jaune, avec la sanctuarisation agressive nord-coréenne, l'arsenal nucléaire virtuel du Japon et le fantôme nucléaire chinois ou encore au triangle stratégique installé par l'arme nucléaire entre l'Inde, la Chine et le Pakistan. Mais peut-on à la fois prétendre que le monde ne trouvera sa stabilité que dans une **perspective multipolaire** et dénier aux **grandes aires stratégiques** la possibilité d'organiser un **système** de régulation régionale fondé sur des armements de supériorité stratégique qui disqualifient la guerre ? On peut en douter. »

Jean Dufourcq, Les signaux de la dissuasion stratégique

<https://www.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-ldm-2013-1-page-33.htm>

**possession** avoir, être exploité  
propriété **emploi**  
usus sûreté, exploiter  
fructus ? abus

### **sur des systèmes centraux**

Les *nations* sont plus ou moins toutes gérées par des systèmes centraux, nationaux.

Il suffit de leur laisser La Liberté d'Exploiter Leur Espace comme *elles* l'entendent, comme il sera le plus valorisant pour *elles*. La mutualisation des nations sera donc un système distribué-(même code avec conditions initiales sur nations, en 5 chiffres) valorisant également les Echanges, territorialement, identiquement, indépendamment. VERIFIER.

### **perspective multipolaire**

BASE = *nations*.

Toutes supra-structures nationales ne doivent être que du Conseil, avec des Orientations communes, utilisant des Comptes territorialisés. La formation de **blok** ne doit répondre qu'à une augmentation de *La Sûreté* pour toutes les nations périmétriques.

FORCE = PUISSANCE+ESPACE = *secours*

PUISSANCE = MONTRER *exemples*.

### **grandes aires stratégiques**

RICHESSSE = POPUL*i* = POPULATION constituées,  $\Delta$

RESSOURCES = EAU+SOL,  $\Xi$

### **système**

SysTème.2016 -VOIR< Système.2015

« Au cœur de la guerre, il y a toujours une lutte pour la **liberté d'action** ; garantir la sienne, réduire au plus celle de l'adversaire et, en toutes circonstances, **garder l'initiative** pour servir au mieux ses intérêts. C'est la base de la stratégie, hier comme aujourd'hui même si les **technologies** ne cessent de renouveler les **tactiques** du combat. »

**liberté d'action**

ESPACE

**garder l'initiative**

TEMPS+AVANCE

08022022: La FED va cesser l'inondation du terrain financier. Les spéculateurs se retrouvant ainsi sans orientations s'agitent, courent dans tous les sens, à éviter taxes, prélèvements, se vêtir de fondations, à jouer avec le para-bancaire, consultationné, organisé, Ensemble, jusqu'au tombeau.

ATTENDRE, pour VOIR :

ATTENDRE pour qu'il se crée de *La Mesure*, indépendamment de *La Source*.

**technologies**

L'application d'une technologie s'attache à l' ESPACE-(*matières*), pas au TEMPS.

Dans un Monde en Espace~fini comme le notre, l' ESPACE étant déjà occupé, il se produit inéluctablement des conflits d'Usage, au SOL.

Ceci relève du régime de l' Etat+Propriété.

**tactiques**

STRATEGIE

UNITE | *multiplicité*  
Les parties forment TOUT qu' « *en-même-Temps* ».



« The National Security Council (NSC) is the President's principal forum for considering national *security* and foreign *policy* matters » <https://www.whitehouse.gov/nsc/>

objet INT | EXT relation  
Sécurité | Politique

Alimentation, Toit, Santé, Emploi SECURITE *Polis*

INT : Souveraineté POLITIQUE endo POUR, PAR, AVEC  
EXT : Echanges Gouvernance exo CONTRE

De nombreuses organisations supra-nationales se permettent de sanctionner, jusque leurs membres. Elles ne sont trop souvent que des passe-plats de politique impérialiste, suprémaciste, surannée. Des nations surfent depuis long sur la captation de ressources extra-territoriales pour assurer leur train-de-vie, façon-de-vivre, vision-de-faire, *leurs croyances*, sans once d'un doute, d'ouverture.

Lorsque des éléments de SECURITE-Alimentation,...- ont été transféré à l'EXTérieur, la dépendance créée oblige à ingérer, corrompre, vu Compétition générant non-stabilité. C'est une fuite-en-avant menant systématiquement à tensions, taxations, sanctions, guerres.

LA VALORISATION DES ECHANGES A CREEE ÇÀ.

*La Monnaie*

MONNAIE *La bête* POUVOIR

FINANCE  
*usus*  
PHILANTROPIE | CREDIT

ECONOMIE  
*fructus*  
ANTE | PRO

La création d' Emploi se bat depuis financiarisation de l'Economie contre la Thésaurisation, pour bien-être financier de quelqu'uns, par lobby, think-tank, fondation animant toujours plus *Le macrÔ*.

« rallier les nations du monde pour *mécanisme* commun » Joe Biden, 16 juin 2021

Beaucoup trop de penseurs conceptualisent sans plus aucune référence à réalité.

*L' homme est une machine,  
il a besoin de 2000Cal, first.*

VISION [	POINT-2- <i>vue</i> SUJET	<b>VOIR</b> ] ... [	Point- <i>vue</i> OBJET	CIBLE ]
		<i>MOUVEMENT</i>  au cœur d'un  <SYSTEME>		
Droits		SOL <b>STATIQUE</b> ETAT		Devoirs
Interdictions		VENT <b>DEPLACEMENT</b> MECANISME		Obligations
<i>rouge</i>		<i>vert</i>		<i>bleu</i>
FEU	[Régime]	BOIS	(Consigne)	EAU
	FER		AIR	
Chaleur ( <i>grad</i> <0) ENERGIE		[OUTILS]  <CAPACITE>		Humide ( <i>grad</i> >0) STOCK
(Contenant)		{DURER}		(Contenu)
( <i>références</i> , <i>xy</i> )][ $\exists$ ]		( <i>valeur</i> , <i>valeur</i> )		{ \$ , € , £ , ... }
<i>sens</i>		<i>dictionnaires</i>		<i>Conventions tri-partites</i>

MODELE( Point-de-vue=*machine* , Cible=DURER ) :  
Même monsieur Joe Biden, lorsqu'il utilise son Air-Force-I, vérifie les *niveaux* avant de démarrer.

APPEL à COLLEGE

Le 8 décembre 2021

O.USA

Monsieur Le président des Etat-Unis  
Joe Biden

C'est bien sous l'angle d'une mécanique qu'est inscrit le système monétaire-financiaro-énergético-économico-territorial proposé depuis plus de 2Ans à l'Etat français. *Il en a beaucoup joué*<sup>1</sup>.  
Nul besoin de détailler ses projections d'emmerdes, tentatives de récupération, perte de temps d'un gamin cherchant avant tout à exister. Cet enfant est agité. Tout travail suivi impossible.

Après 4Ans de communication tous-étages-FRA, la « chose » est aujourd'hui dans les mains de monsieur António Guterres en tant que Convention-Cadre, à accueillir marques d'intérêts éventuels des Etat-nation, et de leurs populations, *pour commencer*.

Fonds<sup>up</sup> : Jeu, Provision, Gage  
Monnaie : Le fil du banking-Act de 1933 est repris  
Energie : *gradient*<0  
Economie : Révolution primaire  
Territoire : Définition, Unité<sup>up</sup><sub>down</sub>  
Fonds<sub>down</sub> : Popul*i*

Les pesées du modèle<sub>down</sub> ont été exemplées sur France durant 2016~2018 avec Préfets en exercice.  
Les pesées du modèle<sup>up</sup> sont attendues de madame C [REDACTED].  
La Banque Mondiale ne sera plus qu' Etat de compte-somme- de comptes nationaux.  
Quant à fonds, celui de Popul*i*, pour *nécessités*, variera comme la quantité d'individu à (2000)[Cal].  
Des bløks tels BCE peuvent s'intéresser à des ensemble de nations en particulier, sans obligations.

*RESTER SIMPLE*

Simplicité n'est pas Unicité (l'Homme n'est pas Dieu). Avec 2 par contre, tu peux commencer à faire des choses. Avec 3, sous relations conditionnelles, tu peux écrire des systèmes.  
Des Eléments sont des objets complets du point-de-vue d'un système.  
L' Elément Popul*i* est quarté, selon ses *nécessités*. Défini, des besoins peuvent y être incorporés.

*NATUREL | POSITIF*

Autant nos institutions sont à mobiliser que les *populations*, à produire Ordre.*Ensemble*.  
Celui-ci est entr'autres présenté à Conseil Constitutionnel français, pour Collège, à suivre.  
Un Etat compte, c'est tout. Un gouvernement assemble les comptes quant à produire l'*image*-Nation.  
Un Président écoute, consulte, assure la pérennité des capacités, gère les Echanges nécessaires.

**MONTRE**

Quant à France, à exemplar pose du système, pour travail d'1Mois, monitoré ; vu autisme de ses représentations : on leur fout la population au cul : à les CRAMEZ, TOUS, donc, si nécessaire.

En souhaitant vœux de réussite à toutes et tous,  
*je vous prie d'être assuré monsieur Le Président de notre plus parfaite considération.*  
Sylfaën.H.

ingénieur étude territoires  
rep. : T-|P

1 jusqu'ONU-AG sept 2019- : « système plus humain », « cohérence », « sens », et *in*FRA tout durant 2019